ANNABA

Insécurité encore et toujours

Une kalachnikov d'un agent de la Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) qui disparaît presque sous les yeux de sept membres de ce corps constitué, une jeune fille qui, le même jour, à la cité Kouba, se fait taillader le visage à coups de couteau par des délinquants pour un portable, une villa en construction à proximité de la nouvelle route piétonnière Rizi Amor, Rezgui Rachid, point de chute des délinquants et des repris de justice, la route du marché d'intérêt national transformée en coupe-gorge avec pour victimes les mandataires et leurs fournisseurs en fruits et légumes, des agressions quotidiennes en tout lieu et à tout moment dans la commune chef-lieu, donnent l'image réelle d'une ville pratiquement sous l'emprise du banditisme.

Et ce n'est pas fini, puisque la drogue sous toutes ses formes a investi tous les quartiers et cités de cette ville que l'on qualifie de «Coquette». Des faits et méfaits qui ne semblent pas trouver preneur au niveau des différents services de sécurité de la wilaya. Et si à El Bouni, les habitants sont contraints de se terrer chez eux dès la tombée de la nuit, à Annaba la peur s'est installée. Elle s'est accentuée avec la disparition du kalachnikov avec un chargeur plein que l'on n'est pas arrivé à retrouver malgré les grands moyens déployés. C'est dire que loin de régresser après l'opération coup-de-poing effectuée récemment par la gendarmerie et la police, l'insécurité persiste encore et toujours. Elle est reflétée par l'appréhension des citoyens de se rendre sans escorte dans une quelconque institution financière pour procéder à un dépôt ou à un retrait d'argent ou même d'un salaire. Sous la casquette de voituriers ou de vendeurs de tabac sur table, les délinquants et les repris de justice opèrent partout y compris aux abords des commissariats de police. Notamment au centre-ville où pullulent les trafiquants de drogue et de psychotropes, de l'or et des devises. Le trafic se fait au vu et au su de tout le monde y compris des hommes en bleu. Cette situation fait l'affaire d'autres catégories de trafiquants. D'abord ceux spécialisés dans le commerce des cigarettes d'origine douteuse déchargées de nuit par des bus desservant les lignes grande distance en stationnement à Oued Eddeheb, Oued Forcha, Boukhadra, Oued Kouba. Le même scénario est appliqué pour le déchargement et le commerce en gros des parfums et autres cosmétiques censés être de marque.

Sans que cela entraîne une quelconque réaction des services concernés, ces produits dont la nocivité a été prouvée par des dermatologues garnissent les étalages des parfumeries et boutiques cosmétiques. Insécurité encore et toujours au marché de gros des fruits et légumes dans la commune d'El Bouni. Dans un état de dégradation avancée et sans éclairage public, cette infrastructure socioéconomique s'est transformée en caverne d'Ali Baba. Le trafic de drogue et le recel y sont pratiqués en toute impunité. Les malfrats en nombre ne se limitent pas à ces deux seuls méfaits. Comme en terrain conquis, ils opèrent à la levée du jour en s'attaquant aux conducteurs de poids lourds approvisionnant le marché de gros. Organisés en bande, ils n'hésitent pas à menacer leurs victimes à l'aide de barres de fer, épées et couteaux de boucher. Cette situation a incité les agriculteurs fournisseurs à éviter de se rendre au marché de gros entraînant de fait la rareté des fruits et légumes avec pour conséquence une majoration excessive sur les prix de l'ensemble des produits. A l'heure actuelle, les services de police sont obnubilés par le problème que pose la disparition du kalachnikov que le policier aurait oublié sur une table d'une gargote implantée dans une cité populaire.

Habitations, automobilistes et même passants, tout est pratiquement passé au peigne fin pour tenter de retrouver l'arme, en vain.

A. Djabali

COOPÉRATION EURO-MAGHREB DES UNIVERSITÉS EN RÉSEAU

L'Algérie à la présidence

L'assemblée générale de la coopération Euro-Maghreb des universités en réseau (Cemur) des 12 et 13 avril à Annaba s'est achevée dimanche avec l'élection à la présidence pour un mandat d'une année du docteur Mohamed Tayeb Laskri, recteur de l'université Badji-Mokhtar.

Hormis la Mauritanie dont le représentant n'avait pu effectuer le déplacement, les 11 membres de droit de Cemur (Algérie, France, Tunisie, Maroc) s'étaient unanimement exprimés en faveur de la candidature du docteur Laskri. Reconnue et financée par l'Union européenne, l'Agence universitaire de la francophonie et la Banque mondiale, la Cemur s'est donné à Annaba des points d'appui concrets et spectaculaires pour l'extension de ses activités.

Tels sont les termes de l'accord de Annaba 2008 qui devrait marquer une ère nouvelle dans les universités euro-maghrébines dix années après la création de la coopération des universités en réseau. Ils sont principalement orientés vers les universitaires, chercheurs et étudiants des pays d'Europe et du Maghreb. il en est ainsi de la création d'un master professionnel et de recherche, d'un site web, d'un réseau d'experts en logistique universitaire et la mise en place de groupes de formateurs. L'idée de lancement de formations diplomantes pour un master unifié, c'est-à-dire intéressant toutes les universités membres de la coopération, a été approuvée.

Les membres ont estimé utile de laisser 30% de cette formation sous initiative locale. C'est dans ce cadre que les experts de Cemur se réuniront les 16 et 17 juin 2008 au Havre (France).

Une telle coopération peut-elle être étendue à toutes les universités des pays du bassin méditerranéen ? Sur cette question, les membres de l'assemblée générale du Cemur Annaba n'ont pu se départager.

Ils ont estimé utile une étude approfondie à l'occasion de leur prochaine assemblée générale qui se tiendra à Grenoble (France) ou Marrakech (Maroc). La rencontre de Annaba, qualifiée de réussite par la totalité des participants, constitue un effort considérable pour maintenir le débat sur le thème du développement des échanges interuniversités euromahgrébines.

Cemur Annaba 2008 a permis de situer l'état de réflexion des universitaires sur le projet euro-méditerranéen. «Cette rencontre nous a permis d'aboutir à beaucoup de choses positives et des projets ambitieux et intéressants pour le développement des relations et échanges entre les universités euro-maghrébines. Notre élection à la présidence de notre coopération constitue la reconnaissance d'une force de propositions allant dans le sens des objectifs de Cemur», a indiqué le docteur Mohamed Tayeb Laskri.

Outre l'adhésion au Cemur de l'université de Guelma et l'Enset d'Oran (Algérie), Hassan II Mohammadia (Maroc), les membres ont eu à étudier les demandes en ce sens des universités du Caire (Egypte), Istanbul (Turquie), de Grèce et de Barcelone (Espagne).

A. D.

Les militants du FLN se félicitent de la suspension du mouhafedh

Les militants du Front de libération nationale (FLN), réunis lundi dernier en assemblée générale à la kasma numéro deux d'Annaba, sous l'égide des membres de la commission de coordination et de suivi de la mouhafadha, se sont félicités de la décision prise par le secrétaire général de la commission exécutive du parti de suspendre le secrétaire de la mouhafadha de cette wilaya.

Dans un point de presse, en présence d'un nombre important de militants, il était question de la protestation menée depuis le mois de septembre dernier contre les décisions d'exclusion à l'encontre des vrais militants au profit d'intrus et d'incompétents et qui s'est traduite par un retrait de confiance au mouhafedh en date du 4 novembre 2007 et l'envoi par la direction nationale d'un émissaire à la fin février 2008 pour enquêter sur les dépassements du mouhafedh, ainsi que la rencontre des militants d'Annaba avec des membres de la direction politique du FLN.

Cette façon d'agir a fait perdre au parti la place qu'il occupait auparavant dans cette wilaya aussi bien quantitativement que qualitativement, ont-ils indiqué.

Tout en se disant favorables au rassemblement de tous les militants, à l'unité et à la cohésion du parti, ces militants s'élèvent contre la politique de clan menée par ce même mouhafedh qu'ils accusent de diviser pour régner.

Ils se disent, par ailleurs, prêts à répondre aux sollicitations de la direction nationale pour œuvrer au retour de la confiance et redonner au parti sa place sur l'échiquier politique national.

Moham ed Ali Khellaf

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT

2 187 agents pour les foyers d'Oran

Prévue du 16 au 30 avril 2008, l'opération de recensement de la population et de l'habitat débutera comme prévu par une première visite aux foyers la veille du recensement en question. L'objet de cette première visite consiste à avoir un premier contact avec l'intéressé et le prévenir de la visite en question afin qu'il puisse préparer son livret de famille et l'informer sur les formalités du recensement qui consistent à répondre à une série de questions. Ainsi, la veille, l'agent recenseur déposera au domicile des ménages à recenser un avis de passage leur précisant le jour de la visite. Par mesure sécuritaire et en vue de rassurer le citoyen, il est indiqué que le recenseur devra porter son badge avec sa photo signé par le P/APC d'Oran. Aussi et afin de rassurer le citoyen sur l'aspect confidentiel de l'opération en question, il est informé que conformément à la loi du 29 juillet 1986, relative au recensement général de la population et de l'habitat, l'article 5 stipule que «l'Etat garantit aux personnes physiques recensées que les informations individuelles communiquées ne pourront, en aucun cas, être utilisées à des fins autres que statistiques». A noter qu'environ 2 187 agents ont été mobilisés pour l'encadrement de cette opération qui se veut précise et dénuée des «à peu près» afin que le résultat soit fiable.

A. B.

OUM-EL-BOUAGHI

Les travailleurs de Sothyob montent au créneau

Les travailleurs de l'entreprise Sothyob, spécialisée dans les travaux hydrauliques, sont montés au créneau pour observer un sit-in et manifester leur ras-le-bol. En difficulté financière, cette entreprise qui, jadis, constituait le fleuron de l'industrie locale connaît une situation des plus critiques et se trouve en cessation de paiemen de salaires depuis plusieurs mois. C'est ce que nous a déclaré un ouvrier. «Nous sommes sans salaires depuis sept mois, nous ne trouvons même pas de quoi nourrir nos familles.» Et d'ajouter : «Nous sommes prêts à partir si l'entreprise nous indemnise.»

A noter qu'un groupe de travailleurs a été reçu par le chef de l'exécutif qui a promis de saisir les responsables de l'entreprise pour prendre en charge leurs préoccupations.

AÏN-BEÏDA

Découverte d'un charnier

Lors des travaux d'assainissement au niveau de la structure hospitalière Docteur-Boumali, un charnier a été découvert.

La ville d'Aïn Beïda, à l'instar des autres régions du pays a connu les affres du colonialisme durant la guerre de Libération.

A noter que le lieu de la découverte du charnier servait aux tortures exercées par le colonisateur, ce qui suppose que ces moudjahidine ont succombé aux sévices des tortionnaires et ont été enfouis sur place.

Moussa Chtatha

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale nous écrit

Suite à l'article paru dans votre journal du lundi 14 avril, en page 9 et intitulé «Le système Chifa disséqué», je vous prie d'insérer la précision suivante :

- Vous m'attribuez le rôle de «concepteur et fervent défenseur du système Chifa», je suis en effet un fervent défenseur de ce projet, mais je n'ai pas la prétention d'en être le concepteur.

Salutations distinguées.

Dr Acheuk Youcef Chawki,
directeur Cnas - Mila